

ÉCONOMIE - SOCIÉTÉ

Austérité : autopsie des idées reçues

Les arguments invoqués pour légitimer les politiques d'austérité ne sont pas fondés. Cette analyse se propose de déconstruire les idées reçues véhiculées par les gouvernements pour imposer l'austérité.

Avec le soutien de la



AVANT-PROPOS

Dans cette analyse, nous désignons par « néolibéralisme » l'idéologie qui fait la promotion de l'austérité et qui marque une radicalisation du libéralisme économique, liée à un repli démocratique et socio-culturel. Le néolibéralisme se présente comme consensuel et inévitable, d'où la célèbre phrase « There is no alternative »¹.

Selon Coentin de Salle², défenseur des politiques néolibérales, le néolibéralisme n'existe pas. Le terme est une construction fantasmée des opposants au libéralisme. Ainsi, il écrit que le « néolibéralisme est un agrégat de propositions caricaturales, contradictoires, d'idées déformées, d'affirmations cyniques, de mythes (sélection du plus fort, dictature des marchés, reproduction des inégalités, etc.)... »³

Nous choisissons d'utiliser le terme « néolibéralisme », parce que les évolutions qu'il désigne s'éloignent du libéralisme⁴, apparu au XIX^e siècle, qui réclamait la liberté politique, religieuse, économique dans l'esprit des principes des révolutions du XVIII^e.

L'AUSTÉRITÉ EN THÉORIE

Pour le gouvernement Michel, comme pour le gouvernement Di Rupo⁵, mais de manière moins radicale pour ce dernier, et comme pour beaucoup de gouvernements européens, l'objectif est de réduire la dette publique et de mener une politique de croissance économique visant à renforcer la compétitivité de l'économie belge et assurer ainsi la création d'emplois⁶.

Le schéma économique théorique de l'austérité est le suivant : pour réduire la dette publique, il faut réduire les dépenses publiques

¹ TINA, en français « Il n'y a pas d'alternative ». Slogan attribué à Margaret Thatcher.

² Coentin de Salle, juriste et philosophe belge né en 1972. Enseignant (hautes écoles et ULB), conseiller au MR et écrivain (voir Centre Jean Gol).

³ DE SALLE Coentin, *La tradition de la liberté*, Tome III, *Splendeur et misères du capitalisme*, ELF, 2014, p.13

⁴ Aux États-Unis, le terme désigne les politiques plus progressistes menées par les démocrates.

⁵ Il faut constater que si, dans les discours, partis de gauche et de centre gauche semblent se distinguer des partis de droite, dans les faits, les partis socialistes et sociaux-démocrates européens sont généralement largement imprégnés par l'idéologie néolibérale et contribuent depuis des années au démantèlement de la sécurité sociale et de services publics.

⁶ Accord de gouvernement du 9 octobre 2014, p.3.

En ligne : http://premier.be/sites/default/files/articles/accord_de_gouvernement_-_Regeerakkoord.pdf

(services publics et sécurité sociale), réduire le coût du travail (par exemple par un saut d'index) et alléger la fiscalité des entreprises. Si l'on réduit les dépenses publiques, on regagne la confiance des marchés (agences de notation), les taux d'intérêts diminuent (l'État peut emprunter pour moins cher) et le déficit se réduit. Si l'on réduit le coût du travail et la fiscalité des entreprises, la compétitivité des entreprises, c'est-à-dire leur capacité à affronter de nouveaux concurrents sur le marché, est améliorée. Les entreprises nationales peuvent donc gagner de nouveaux marchés (nationaux ou internationaux). Plus de nouvelles entreprises sont créées, plus d'entreprises étrangères investissent sur le marché national et donc des emplois sont créés. L'amélioration de la compétitivité globale de l'économie relance la croissance, les recettes publiques augmentent donc et les déficits publics se réduisent.

Malheureusement, ces résultats attendus ne se produisent jamais. On verra pourquoi plus loin.

LA THÉORIE DU RUISSELLEMENT

Pour les gouvernements actuels, il faut donc réduire les dépenses de la sécurité sociale et des services publics, que les Belges travaillent plus longtemps, que le coût du travail soit moins élevé et que le marché du travail soit plus flexible, c'est-à-dire plus attrayant pour les investisseurs. Cette manière de voir est celle de la Commission européenne. C'est une conception néolibérale mise en œuvre petit à petit depuis l'époque de Ronald Reagan et Margaret Thatcher, dans les années 80.

Cette vision néolibérale est basée sur la « théorie du ruissellement » (*trickel down economics* en anglais) qui affirme que les revenus des individus les plus riches sont réinjectés dans l'économie, par la consommation et par l'investissement, contribuant ainsi au développement de l'activité économique en général, à la création d'emplois en particulier et donc à l'enrichissement de tous.

Dans cette optique, l'État n'a pas à organiser la redistribution des richesses (sécurité sociale), puisque cette redistribution serait naturellement assurée par le jeu de la consommation et de l'investissement des particuliers. Au contraire, **l'État doit intervenir le moins possible**, limiter son rôle à rendre le marché national attractif et laisser la plus grande liberté et les plus grandes facilités

aux acteurs de l'économie. Indemnités de chômage, allocations et pensions de toutes sortes sont réduites. Les services publics doivent être privatisés. Ainsi, par exemple, les sociétés publiques de communication, de transport, d'énergie, mais aussi la poste, les écoles et universités publiques, les hôpitaux ou encore une bonne partie de la sécurité publique doivent être vendus aux entreprises privées. Selon le néolibéralisme, si l'économie est libérée de l'État, elle se développera mieux et la richesse générée par les riches et les grandes entreprises finira par profiter à tous.

LA DÉMOCRATIE NÉOLIBÉRALE : L'INDIVIDU ET LE MARCHÉ

La vision néolibérale considère la société comme rien de plus que la somme des individus : le groupe ne constitue pas une richesse supplémentaire. Les néolibéraux pensent également que tout le monde naît avec les mêmes possibilités. D'où la place importante du « mérite », de la « volonté » dans le discours néolibéral et l'individualisation de tous les problèmes.

Pour les néolibéraux, la démocratie doit garantir avant tout la liberté individuelle. Si ce n'est pas le cas, alors la démocratie est une menace pour l'individu. Et puisque dans un parlement, la minorité doit toujours se plier à la volonté de la majorité, les néolibéraux estiment que le marché est l'institution la plus démocratique parce qu'il permet à chacun de satisfaire ses propres goûts alors que le processus politique impose la conformité⁷. Ainsi, les pouvoirs publics ne doivent pas s'occuper d'économie. **C'est le marché qui doit organiser l'activité économique.** D'où les privatisations.

Pour les néolibéraux, l'économie de marché totalement pure et dérégulée (le laissez-faire) respecte donc la liberté de l'individu, réduit la tension du tissu social et évite d'avoir à parvenir à des accords politiques⁸. Elle est la solution aux maux de la société. Par exemple, Milton Friedman⁹ écrit que « pour parler le langage de la politique, le marché est un système de représentation

⁷ MILTON Friedman, *Capitalisme et liberté*, éd. Leduc. S, collection À Contre-Courant, mars 2010, p.164.

⁸ Idem, p.69.

⁹ MILTON Friedman (1912-2006 - américain), considéré comme l'un des économistes les plus influents du XX^e siècle. Prix Nobel d'économie en 1976. Ses idées ont inspiré directement ou indirectement les politiques économiques de nombreux gouvernements à travers le monde, notamment ceux de Ronald Reagan aux États-Unis, de Margaret Thatcher au Royaume-Uni ou encore d'Augusto Pinochet au Chili.

proportionnelle. Chacun peut, si j'ose dire, voter pour la couleur de cravate qui lui plaît ; il n'a ni à savoir quelle couleur veut la majorité, ni à se soumettre s'il est parmi les minoritaires »¹⁰. Il affirme aussi que c'est la liberté économique qui est une condition à la liberté civile et politique, et pas le contraire¹¹. Pour des penseurs néolibéraux comme Milton Friedman, il faut donc supprimer la sécurité sociale, les pensions, le salaire minimum, privatiser l'enseignement et toutes les entreprises publiques. En résumé, l'individualisme économique est la réponse à tous les problèmes de société. Et comme recours contre la pauvreté, Milton Friedman choisit la charité privée¹².

ABSENCE D'APPROCHE SYSTÉMIQUE

Cette vision qui prône ce que l'on appelle la « dérégulation » s'appuie ainsi sur le postulat d'une capacité d'autorégulation des marchés. **Cette conception néolibérale de la prospérité suppose aussi la possibilité d'une croissance économique infinie.** C'est une représentation qui nie la plus-value du groupe¹³ et considère la compétition comme plus créatrice que la coopération. Croyance en une croissance économique infinie et primauté de l'individu s'expliquent par le fait que **la vision néolibérale est analphabète de toute approche systémique de l'économie et des activités humaines.**

L'approche ou l'analyse systémique¹⁴ permet pourtant d'aborder un sujet de manière globale et interdisciplinaire en évitant le piège de l'approche parcellaire (ou domaine par domaine). « Système » vient de systêma en grec ancien, qui signifie ensemble organisé, ensemble cohérent. La vision systémique prend donc en compte un sujet, un objet, ou une problématique dans son environnement, incluant ses interactions avec les autres parties du système et en fonction de l'objectif du système (et pas seulement l'objectif du seul sujet envisagé). L'approche systémique permet donc de considérer ce qui n'apparaît pas en faisant la somme des parties d'un système. C'est son plus grand intérêt ! Comment l'idéologie néolibérale qui ne voit pas de plus-value au groupe pourrait-elle le comprendre ?

Ainsi, la vision néolibérale ne relie pas, ou seulement de manière superficielle, les différentes matières entre elles. C'est le manque

¹⁰ Idem, p.58.

¹¹ Idem, p.38.

¹² Idem, p295. A ce sujet, lire « La charité contre l'État », par Benoît Bréville, dans Le Monde Diplomatique, n°729, décembre 2014.

¹³ Pourtant, si briser en deux à main nue un crayon est facile, briser un tas de crayon est impossible.

¹⁴ L'approche systémique est au cœur de ce que l'on appelle l'écologie politique.

d'approche systémique, caractéristique du modèle de développement occidental, qui nous amène à créer sans cesse des problèmes chaque fois que l'on en résout un. Ainsi, l'approche systémique suppose de penser, par exemple, emploi, travail, pension, chômage, développement économique, sécurité sociale, environnement, éducation, culture, gouvernance... en même temps, comme étant les différents rouages d'un même système au service d'un même objectif... le bien-être de chacun-e et de tou-te-s.

L'AUSTÉRITÉ EN PRATIQUE : MAUVAISE POUR L'ÉCONOMIE ET POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE !

6

Ce qui paraît logique (voir page 2-3) est en réalité dramatique. Les doses d'austérité appliquées depuis 2008 en Belgique et dans divers pays européens¹⁵ le démontrent. En réalité, la réduction des cotisations sociales, de la fiscalité des entreprises et des dépenses publiques engendre une dégradation de la sécurité sociale, une diminution du nombre fonctionnaires, une dégradation des services publics et une diminution des investissements collectifs et productifs. Tout ceci parce qu'il y a moins d'argent dans les caisses de l'État. Et puisqu'il y a moins d'argent dans la poche des travailleurs et des allocataires sociaux, il y a une diminution du pouvoir d'achat. Donc, il y a un **ralentissement de l'activité économique**. Du chômage se crée en conséquence, ce qui induit une augmentation des dépenses sociales et une nouvelle diminution des recettes fiscales. Le déficit des États grossit. Et l'austérité fait gonfler la dette.

Que les politiques d'austérité soient mauvaises pour la croissance et l'emploi, c'est désormais admis par beaucoup d'économistes. Il y a même des économistes du FMI¹⁶ et de l'OCDE¹⁷ pour le dire. Mais qui plus est, **non seulement l'austérité ne porte pas ses fruits, mais les arguments invoqués pour la mettre en œuvre ne sont pas justifiés !**

¹⁵ par la gauche comme par la droite.

¹⁶ FMI : Fond monétaire international. Voir : http://www.liberation.fr/economie/2013/01/08/oups-le-fmi-s-est-trompe-sur-l-austerite_872394

¹⁷ OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques. Voir : <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20130328.OBS6031/l-ocde-met-en-garde-la-zone-euro-contre-l-austerite.html>

IL N'Y A PAS DE CRISE ÉCONOMIQUE

Rappelons quelques chiffres¹⁸. **L'Union européenne reste la première puissance économique mondiale** avec un Produit intérieur brut (PIB) d'environ 17 350 milliards¹⁹ de dollars²⁰. L'économie européenne devance l'économie américaine (environ 16 800 milliards de dollars) et produit presque deux fois plus de richesses que l'économie chinoise (9 240 milliards de dollars). Pourtant, l'Union européenne est dépendante de ses importations en énergies fossiles (pétrole, gaz, uranium) et en bon nombre de matières premières. Son territoire est également deux fois moins étendu que celui de la Chine et des États-Unis. Si l'on ne compte que 300 millions d'américains pour 500 millions d'Européens, le rapport entre économie et démographie est largement défavorable à la Chine qui compte 1,35 milliard de Chinois. Même si, très logiquement, la part de marché de l'Union européenne diminue constamment depuis des années, l'UE produit encore 23 % des richesses mondiales alors qu'elle ne compte que 7% de la population mondiale et 3% de la superficie continentale terrestre. Ainsi, contrairement à ce que l'on nous répète constamment, **la situation économique de l'Union européenne reste excellente et ne justifie pas l'austérité !**

La Belgique, quant à elle, a un PIB d'un peu plus de 500 milliards de dollars²¹. Cette performance fait de notre très petit pays, qui compte peu de richesses naturelles, la 23^e puissance économique mondiale²². La Belgique produit toujours plus de richesse et n'a jamais été aussi riche. **Rien ne justifie donc l'austérité en Belgique.**

Les chiffres le montrent, les tendances également, les économies belge et européenne sont performantes et **nous n'avons jamais produit autant de richesses**. Jamais auparavant, nous n'avons compté autant de moyens technologiques, une productivité aussi élevée, autant de gens éduqués, autant d'innovations, un monde de l'entreprise aussi développé, un tissu associatif aussi dense, une société civile aussi active, etc. Nous vivons aujourd'hui dans une

¹⁸ Dans les paragraphes qui suivent, quand on parle de dollars, il s'agit de la devise des États-Unis (US dollars).

¹⁹ C'est-à-dire environ 14 000 milliards d'euro.

²⁰ D'après les chiffres de la Banque mondiale. Voir : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/EUU>. Les chiffres peuvent varier, selon les calculs de la BM, du FMI, ou de l'UE, mais les rapports de grandeur et les tendances restent les mêmes et n'altèrent pas la pertinence de cette analyse.

²¹ <http://donnees.banquemondiale.org/pays/belgique> ou environ 400 milliards d'euros.

²² Sur environ 200 pays, souvent bien plus grands, plus peuplés et mieux dotés en richesses naturelles.

société de l'abondance. L'économie est tellement développée que nous n'avons jamais autant gaspillé de ressources naturelles, de compétences humaines et de temps de travail (obsolescence programmée par exemple).

Depuis vingt ans, selon la Banque mondiale, le produit intérieur brut (PIB) de la Belgique est passé de 242 milliards à 508 milliards de dollars. Soit une progression de 266 milliards de dollars (216 milliards d'euros)²³. Suivant les différents chiffres disponibles, le PIB belge a, au minimum, fait un bon de 30 %, au mieux il a doublé !

NOUS NE VIVONS PAS AU-DESSUS DE NOS MOYENS²⁴

Depuis vingt ans, les dépenses publiques sont restées stables par rapport au PIB²⁵. C'est-à-dire que si les dépenses ont effectivement augmenté dans l'absolu (c'est normal, nous sommes plus nombreux qu'il y a vingt ans et les gens vivent plus vieux) le PIB aussi a progressé et donc, proportionnellement au PIB, les dépenses publiques sont stables. La sécurité sociale et les services publics ne nous coûtent pas plus cher qu'avant.

Mieux, entre 1995 et 2007, les États de l'Union européenne ont réduit nettement leur dette publique. La Belgique, quant à elle, a diminué sa dette de 131% à 87%²⁶ du PIB. C'est la crise financière de 2008 qui a fait exploser les dettes publiques. Aujourd'hui, la dette belge est remontée à 104,5% du PIB. On nous rappelle trop peu souvent que **c'est à l'irresponsabilité des banques et à la dérégulation du système financier que l'on doit la crise de la dette.**

NOUS VIVONS UNE CRISE DÉMOCRATIQUE

Pourtant, malgré un PIB en constante progression, malgré la réduction de la dette (toujours 25% plus bas qu'il y a 20 ans) et malgré des dépenses publiques restées stables par rapport au PIB, la masse salariale par rapport au PIB diminue²⁷ et les problèmes de

²³ Voir : <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD>

²⁴ Budgétairement parlant et non écologiquement parlant.

²⁵ Voir : <http://www.onveutsavoir.be/d-ou-vient-la-dette.php>

²⁶ Voir Eurostat :

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/tgm/table.do?tab=table&init=1&plugin=1&language=fr&pcode=tsdde410> Lien raccourci : <http://miniurl.be/r-ox2>

²⁷ Voir : <http://www.econospheres.be/Midi-d-Econospheres-no5-Les>

pauvreté s'aggravent. Le fait que les travailleurs et l'ensemble des citoyens ne profitent pas des performances économiques et que les caisses de l'État se vident alors que la richesse produite en Belgique ne cesse d'augmenter ne s'explique que par une crise de la répartition des richesses. Aujourd'hui, seule la part du profit augmente et la minorité riche ne cesse de s'enrichir toujours plus. L'austérité détricote le compromis social mis en place après 1945, alors que la sécurité sociale et les politiques redistributives ont toujours fait leurs preuves. Nous vivons donc une crise de répartition des richesses, **la Belgique et l'Europe entière n'ont pas de problème économique mais bien un problème fiscal.**

LE NÉOLIBÉRALISME NE FAIT PAS SES PREUVES

Souvenez-vous de la « théorie du ruissellement » censée bénéficier à tous grâce à la consommation et à l'investissement des plus riches (page 3). Eh bien, cette théorie ne cesse d'être démentie par les faits. Depuis que les politiques néolibérales diluent les fonctions de l'État, détricotent sécurités sociales et services publics et érodent l'impôt, **le fossé entre riches et pauvres n'a cessé de se creuser.** Aujourd'hui, en Europe, le centième le plus riche de la population détient 27 % de la fortune totale du continent et 10% des ménages européens les plus riches possèdent plus de la moitié du patrimoine européen²⁸.

Pire encore, ces politiques aboutissent à la constitution de monopoles où les multinationales deviennent des « États dans l'État ». L'autorégulation du marché est un mythe. Les possibilités d'entreprendre et de réussir pour les petites entreprises locales sont toujours plus faibles. En ce sens, **le néolibéralisme tue la vraie liberté d'entreprendre.** Et soulignons également que si les grandes entreprises (surtout les multinationales) gagnent toujours plus d'argent, elles ne réinvestissent que très peu et créent aujourd'hui relativement peu d'emploi. C'est ce que l'on appelle la grève de l'investissement ! La mondialisation néolibérale, c'est donc plutôt une économie prédatrice, qui vampirise les richesses locales.

Pour preuve, les entreprises cotées en bourse vont verser, cette année, 133 milliards de plus qu'en 2013 à leurs actionnaires, selon une étude publiée par Henderson Global Investors. Il apparaît donc

²⁸ Selon une étude publiée en octobre 2014 par la banque privée suisse Julius Baer.

que 2014 sera une année record avec 1190 milliards redistribués par 1200 entreprises cotées en bourse. En Europe (hors Royaume-Uni), les dividendes ont crû de 14,4 %, à 19,7 milliards de dollars²⁹.

Retournons même la « théorie du ruissellement », et observons que les bénéficiaires d'une allocation de chômage³⁰ ou d'une pension, par exemple, placent rarement cet argent dans un paradis fiscal. Ce pécule retourne directement alimenter l'économie réelle et locale par la consommation des allocataires. Les grosses fortunes, quant à elles, prélèvent trop de richesses et en privent la collectivité par le jeu de l'évasion fiscale³¹.

C'est ainsi que **les systèmes fiscaux accentuent encore les inégalités**. Bien entendu, il n'y a pas de statistiques disponibles à ce sujet, mais les évaluations faites par la Commission européenne nous apprennent que chaque année 1000 milliards d'euros manquent aux recettes publiques, du fait de la fraude et de l'évasion fiscales³². On sait également que si les grandes multinationales actives en Belgique payaient les mêmes impôts que les petites et moyennes entreprises, des milliards rentreraient dans les caisses de l'État. Il n'y aurait donc aucun problème pour financer la sécurité sociale et les services publics.

Enfin, soulignons que la théorie du ruissellement oublie que passé un certain niveau de revenus, l'argent devient un instrument de pouvoir et plus seulement un outil de consommation et d'investissement. Ainsi, les poids lourds de l'économie mondiale profitent des politiques d'austérité pour consolider leur position dominante.

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE³³ N'EST PAS NÉCESSAIRE

Aujourd'hui, le dogme de la croissance économique a étendu son emprise sur tous les secteurs de notre vie en société : à en croire nos

²⁹ Voir : http://www.lesechos.fr/journal20141118/lec2_finance_et_marches/0203943035545-vers-une-annee-2014-record-pour-les-dividendes-1065264.php?2m4SYIVf3IGowcTy.99#xtor=CS1-31

³⁰ 7 milliards d'euros, en 2012, en Belgique. Soit environ 3% des dépenses de l'Etat.

³¹ Voir « Fraude et évasion fiscales : un sport de riches ? » Analyse de Vivre Ensemble, 2014. <http://www.vivre-ensemble.be/Fraude-et-evasion-fiscales-un>

³² Voir : Luke Baker, Julien Dury pour le service français, édité par Marc Angrand « L'évasion fiscale coûterait 1.000 milliards par an à l'UE », Le nouvel Observateur avec l'agence Reuters, 12 avril 2013.

Voir : <http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20130412.REU1790/l-evasion-fiscale-couterait-1-000-milliardspar-an-a-l-ue.html>

³³ Le taux de croissance est le taux de variation du PIB sur une période donnée.

responsables politiques, de gauche comme de droite, il n'y aura pas de création d'emplois, de possibilité de financer la sécurité sociale, de réduire la pauvreté ou de lutter contre les changements climatiques si on ne retrouve pas une croissance économique forte. C'est faux, et heureusement parce que, non seulement le taux de croissance du PIB des pays développés ne cesse de chuter depuis 50 ans et que rien ne justifie que la tendance doive s'inverser, mais en plus, avec une économie belge aussi développée, notre pays est le cinquième pays avec la plus grande empreinte écologique au monde³⁴. **Si le mode de vie belge se généralisait au monde entier, il faudrait 4,3 planètes pour subvenir aux besoins de tous.**

Que la croissance économique des pays développés chute est logique. Et, de toute façon, on constate que les gains de croissance économique dans ces pays n'ont plus d'effet, ou très peu, sur le sentiment de bien-être. Au contraire, plus de développement économique rime à l'heure actuelle avec plus de gaspillage et de pollution, qui ont des conséquences sur notre santé et notre quiétude, et qui coûtent de l'argent !

Quoi qu'il en soit, si la croissance économique favorise la réduction de l'extrême pauvreté dans les pays en voie de développement, il n'y a pas de relation systématiquement établie entre croissance économique et réduction des inégalités. Un pays comme la Chine connaît une forte croissance ; malgré le développement d'une classe moyenne, la pauvreté y reste très présente et la croissance forte y creuse sans cesse le fossé entre pauvres et riches (toujours plus riches). En Belgique, cela fait longtemps que la croissance économique ne réduit plus les inégalités.

L'amélioration de la situation de la majorité de la population belge par le retour d'une croissance économique forte est une illusion. Le faire croire est malhonnête. **La croissance économique profite surtout aux très riches.** Redistribuer une toute petite partie des revenus des plus riches s'avérerait bien plus efficace que la course à la croissance économique.

³⁴ D'après un rapport du WWF : <http://www.wwf.be/fr/que-faisons-nous/reduire-notre-impact/rapport-planete-vivante-2014/1043>

LA COMPÉTITIVITÉ, ÇA NE MARCHE PAS : LE PARADOXE DE COMPOSITION

La compétitivité d'une entreprise ou d'une économie nationale est sa capacité à occuper une position dominante par rapport aux autres entreprises ou aux autres économies nationales.

La compétitivité peut être appréciée par l'évolution de la part de marché d'une entreprise ou d'une économie nationale. On distingue généralement la compétitivité par le prix et par les coûts.

La première est la bataille que se livrent les entreprises sur les prix. À produit ou service équivalent, la plus compétitive est celle qui propose les prix les plus bas. La compétitivité-prix résulte en général de gains de productivité (économie d'échelle, progrès technique, etc.) ou d'une sous-évaluation de la monnaie.

La deuxième est la bataille que se livrent les entreprises et les États par les coûts. Dans ce cas, l'entreprise ou l'économie la plus compétitive est celle qui a les coûts de production les plus bas, sans qu'il y ait nécessairement des gains de productivité. Pour limiter les coûts, on va par exemple limiter les salaires avec un saut d'index, réduire les cotisations patronales ou aménager des facilités fiscales.

Qui dit compétition, dit gagnants et perdants. Si entretenir un système qui génère des perdants pose question sur le plan éthique, la sagesse veut que l'on ait tort de penser que l'on gagnera toujours. De plus, la vision systémique de l'économie nous enseigne que des perdants, ce n'est pas l'idéal pour les gagnants. Par exemple, la force de l'économie allemande ne sert à rien si les autres pays n'ont pas les moyens d'acheter ce qu'elle produit.

Contrairement aux économistes néo-classiques, Keynes³⁵ estime que l'intérêt général n'est pas la simple addition des intérêts particuliers exprimés au niveau individuel. Pour illustrer cela, il a créé le concept de paradoxe de composition. Il prend l'exemple d'une salle de spectacle. Si, au cours d'une représentation, un spectateur se lève pour mieux voir, il améliore sa situation personnelle... mais seulement s'il est le seul à agir de la sorte. En effet, **si tous les spectateurs se lèvent, aucun n'enregistre plus de progrès** dans sa vision du spectacle alors que tous les spectateurs se retrouvent dans une situation moins confortable (debout). Bien entendu, si un spectateur se lève, toute la partie de la salle derrière lui finit par être

³⁵ John Maynard Keynes (1883-1946), économiste britannique. Considéré comme l'un des plus influents théoriciens de l'économie du XX^e siècle.

debout, puisque chaque fois que quelqu'un se lève, le spectateur de derrière est obligé de faire de même !

À l'échelle d'un pays, accepter l'austérité est comparable à se lever dans un théâtre : la population accepte de sacrifier un peu de son bien-être pour être plus compétitive et améliorer la situation économique du pays. Mais les pays voisins font de même : c'est toute la salle qui se retrouve debout. Ainsi, tandis que les populations de différents pays ont accepté de sacrifier leur bien-être, **aucun pays n'a en fin de compte amélioré sa compétitivité**. La logique de compétitivité, c'est le nivellement par le bas du bien-être des populations, des politiques sociales, du droit du travail et des normes environnementales. La compétitivité ne s'améliore jamais significativement, tandis que les progrès sociaux se diluent... C'est dans ce cadre que l'on entend parfois dire qu'au bout de cette logique, le salaire mondial sera de trois bols de riz pour tous les travailleurs.

Mais allons plus loin. **Qui dit compétition, dit également « nous » contre « eux »**. Et ce que le discours néolibéral nous laisse à penser, c'est que ce « nous » et ce « eux » épousent nos frontières. Paradoxalement, tandis que les néolibéraux ne cessent d'ouvrir les frontières aux capitaux et aux entreprises, quand il s'agit de compétitivité, les frontières reprennent du galon ! À moins qu'il ne s'agisse de constituer un grand marché dit « libre », comme celui de l'Union européenne ou le marché transatlantique en projet³⁶, et d'aligner chaque pays sur le niveau le plus bas de législations sociale et environnementale. Ainsi, la Belgique se compare à l'Allemagne et aux Pays-Bas, et l'Union européenne se compare à la Chine ou au Brésil.

Combien de fois n'entendons-nous pas dire qu'économiquement, le péril est chinois ou indien ! Pourtant rien n'est moins vrai. Ce que l'austérité renforce, ce n'est pas la compétitivité de l'Europe ou de la Chine mais bien celle des transnationales, qu'elles soient chinoises, européennes ou un peu des deux. En réalité, **le « eux », ce sont ces « elles », ces entreprises transnationales** sans nationalité, États dans les États, qui dictent les lois³⁷ et vampirisent les richesses, où qu'elles soient. Et **le véritable « nous » ce sont bien les citoyens**, les employés, les petits entrepreneurs, les PME, les fonctionnaires, les

³⁶ Le TTIP négocié en secret.

³⁷ La puissance des lobbies n'est plus à prouver.

retraités et ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un emploi, qu'ils soient européens, chinois, indiens, américains ou brésiliens. Le « eux » c'est le visage d'une nouvelle colonisation que représentent la multinationale et son modèle économique, le « nous » c'est le peuple, ce sont les peuples.

À cet égard, les mesures d'austérité prises pour réduire le « handicap salarial³⁸ » et doper la croissance, comme le saut d'index, la réduction des charges patronales³⁹ et la modération salariale⁴⁰, en réduisant les contributions des entreprises et en gelant les salaires, vont réduire les coûts des entreprises. Mais ce sont les multinationales, capables de faire d'énormes économies d'échelle, qui vont surtout en profiter. Et, tandis que ces mesures sont envisagées sans condition ou dispositif pour favoriser la création d'emplois, les caisses de l'État vont se vider encore un peu plus et les multinationales renforcer leur compétitivité face aux très petites, petites et moyennes entreprises.

Le néolibéralisme est donc dangereux pour la cohésion sociale, l'économie locale mais aussi pour le projet européen, car il stimule la concurrence entre les États membres et favorise le repli identitaire.

LE MANQUE DE TRAVAIL NE DEVRAIT PAS ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN PROBLÈME⁴¹

La marche du progrès suppose que, depuis la nuit des temps, et encore plus depuis la révolution industrielle, l'être humain met tout en œuvre pour s'épargner du labeur par la mécanisation et l'automatisation des tâches, réduisant de ce fait la masse de travail à effectuer. Ce progrès porte ses fruits et les chiffres sont là pour le prouver ! **Une heure de travail produit 5 fois plus qu'il y a 30 ans.** On produit toujours plus de richesse avec toujours moins de travail. C'est ce que l'on appelle les gains de productivité. Malheureusement, avec

³⁸ Cela signifie que les salaires en Belgique sont plus hauts que dans les pays voisins (aujourd'hui de 5,2%). Les entreprises belges ont donc un désavantage concurrentiel par rapport aux entreprises de ces pays.

³⁹ Les charges patronales représentent l'ensemble des cotisations sociales versées par un employeur et calculées sur la base des salaires, quels que soient la taille et le secteur d'activité de l'entreprise. Les charges patronales, qui s'élèvent actuellement à 33-34 % du salaire brut des travailleurs, passeraient à 25 %.

⁴⁰ Accord de gouvernement du 9 octobre 2014, pp. 6-7

En ligne : http://premier.be/sites/default/files/articles/accord_de_gouvernement_-_regeerakkoord.pdf

⁴¹ Voir l'analyse publiée par Vivre Ensemble en 2014, *Allonger les carrières ou partager le travail* [en ligne] http://www.vivre-ensemble.be/IMG/pdf/2014-08-reforme_pensions.pdf

l'organisation du travail actuel et l'existence d'un marché de l'emploi, ce qui devrait enchanter notre société devient un cauchemar pour ceux qui travaillent trop, comme pour ceux qui n'ont pas de travail ! Aujourd'hui, il n'y a donc pas assez d'emplois (à temps-plein) disponibles.

Et que penser du discours contradictoire des milieux économiques et politiques qui affirme dans le même temps qu'il faut plus d'emplois pour alléger la charge sociale que représente la population inactive et qu'il faut moins d'emplois pour abaisser les coûts de production ! La solution face à cette position, au mieux schizophrène, au pire perverse, n'est-elle pas le partage du travail pour créer de l'emploi ? Le manque de « travail » ne devrait pas être considéré comme un problème ! **Adaptons nos sociétés** du temps libéré à cette réjouissante évolution.

EN CONCLUSION

Il apparaît donc clairement que les arguments qui motivent l'austérité ne sont pas justifiés. Les politiques d'austérité démantèlent en réalité des institutions, comme la sécurité sociale ou les services publics, qui ont rempli leurs missions et qui continuent d'être efficaces. En fait, **on demande aux populations de se serrer la ceinture et ce sont les grosses fortunes qui s'enrichissent encore**. L'austérité doit plutôt être considérée comme le cheval de Troie des politiques néolibérales visant à déforcer l'État et les institutions sociales et à privatiser les services publics. Avec le gouvernement Michel, on constate même que néolibéralisme et nationalisme flamand se conjuguent bien pour mettre en œuvre cette offensive contre les institutions sociales et publiques belges.

L'ambition de cette analyse était de déconstruire les idées reçues liées aux politiques d'austérité, nous ne développerons donc pas les nombreuses pistes déjà imaginées pour construire un autre modèle de vivre ensemble plus soucieux de la justice sociale, du développement économique local et des richesses naturelles et humaines.

Cela étant dit, parce qu'il existe de nombreuses alternatives au néolibéralisme, citons **quelques propositions** qui seraient aujourd'hui **réalisables** si le monde politique européen faisait preuve d'indépendance et de courage face au monde économique-financier :

- établir la justice fiscale ;
- lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- harmoniser la fiscalité des États de l'Union européenne et créer un impôt des sociétés européen ;
- réguler strictement le secteur bancaire et financier et scinder les banques (dépôt/affaires)⁴² ;
- annuler la part illégitime des dettes publiques⁴³ ;
- partager le travail et généraliser la semaine de 4 jours ;
- élargir le droit à la pension et au chômage ;
- renforcer et étendre la sécurité sociale qui n'a cessé de faire ses preuves ;
- mettre sur pied une sécurité sociale européenne ;
- relocaliser l'économie (bientôt inévitable) ;
- protéger l'économie locale, sociale et solidaire, et spécialement les petites et moyennes entreprises, discréditer les législations sociales et environnementales trop légères (concurrence déloyale), réorienter les profits financiers vers des investissements dans l'économie réelle, durable et éthique ;
- soutenir par la transition écologique et repenser les institutions européennes et belges pour renouveler la démocratie et l'adapter à l'évolution de la société et aux défis contemporains.

Jean-Yves Buron



Disponible sur www.vivre-ensemble.be

Contact : info@vivre-ensemble.be

02 227 66 80

Avec le soutien de la



⁴² Voir la 7^e proposition du collectif Roosevelt : www.rooseveltbe.org ou sur le réseau Financité : <http://www.financite.be/fr/article/scinder-les-banques>

⁴³ Voir à l'initiative du CADTM : www.auditcitoyen.be